

Fiscalité Et Performance Bancaire En République Démocratique Du Congo : Une Analyse Empirique Du Cas Rawbank (2020–2024)

[Taxation And Banking Performance In The Democratic Republic Of The Congo: An Empirical Analysis Of The Rawbank Case (2020–2024)]

KILAUARI BITUBI Jean¹, BITEGETSIMANA MBARUSHA Aimé²

¹Enseignant-Chercheur. Doctorant à l'Université Pédagogique Nationale (UPN), kinshasa (RDC)

jeankilauri@gmail.com

²Enseignant-Chercheur à l'Université des Martyrs du Congo ;

bitegetsim@gmail.com

Corresponding Author: KILAUARI BITUBI Jean,



Résumé : Ce papier examine l'impact des charges fiscales sur la performance bancaire en République Démocratique du Congo, en prenant Rawbank comme étude de cas sur la période 2020–2024. À partir des états financiers audités et d'une approche économétrique fondée sur les moindres carrés ordinaires, l'analyse évalue l'effet des prélèvements fiscaux sur les indicateurs de rentabilité (ROE, ROA, PNB) et de solidité financière (CAR, Tier 1), tout en intégrant l'inflation et le taux de change comme variables de contrôle. Les résultats montrent que la fiscalité n'exerce pas d'effet statistiquement significatif sur la rentabilité, suggérant une capacité d'adaptation de la banque face aux contraintes fiscales. En revanche, une relation positive, bien que partiellement significative, est observée avec les indicateurs de solidité financière, traduisant un effet indirect de discipline et de consolidation des fonds propres. Par ailleurs, les variables macroéconomiques apparaissent comme des déterminants majeurs de la performance bancaire. L'étude met ainsi en évidence le caractère ambivalent de la fiscalité, à la fois contrainte et levier de stabilisation, dans un environnement économique marqué par une forte volatilité.

Mots-clés : Fiscalité ; performance bancaire ; rentabilité ; solidité financière ; Rawbank ; RDC ; économétrie.

Abstract: This paper examines the impact of tax burdens on banking performance in the Democratic Republic of Congo, using Rawbank as a case study over the period 2020–2024. Based on audited financial statements and an econometric approach grounded in Ordinary Least Squares (OLS), the analysis assesses the effect of taxation on profitability indicators (ROE, ROA, and Net Banking Income) as well as financial soundness indicators (CAR and Tier 1), while incorporating inflation and exchange rate as control variables. The results indicate that taxation does not have a statistically significant effect on profitability, suggesting the bank's ability to adapt to fiscal constraints. However, a positive (though partially significant) relationship is observed with financial soundness indicators, reflecting an indirect effect of fiscal discipline and capital consolidation. In addition, macroeconomic variables emerge as key

determinants of banking performance. Overall, the findings highlight the ambivalent nature of taxation, acting both as a constraint and as a stabilizing mechanism in a highly volatile economic environment.

Keywords : Taxation ; banking performance ; profitability ; financial soundness ; Rawbank ; Democratic Republic of Congo ; econometrics.

Introduction

La fiscalité constitue un levier essentiel de la gouvernance économique, en assurant le financement des politiques publiques et la régulation de l'activité économique. Toutefois, son incidence sur la performance des institutions financières reste sujette à débat. Si elle permet de mobiliser des ressources nécessaires à l'action de l'État, elle peut également affecter les marges des banques et limiter leur capacité à financer l'économie. Cette tension est particulièrement marquée dans les économies émergentes, où les systèmes bancaires évoluent dans des environnements instables et exposés à des chocs macroéconomiques récurrents (Barth, Caprio & Levine, 2004 ; Demirgüç-Kunt & Huizinga, 2001 ; Claessens & van Horen, 2014). En République Démocratique du Congo, cette problématique prend une importance particulière. Le secteur bancaire, bien qu'en mutation, demeure concentré autour de quelques institutions dominantes, dont Rawbank, acteur central en termes de taille de bilan et de parts de marché (Banque Centrale du Congo, 2023). Dans un contexte marqué par la pandémie de COVID-19, des ajustements économiques significatifs et une pression fiscale accrue entre 2020 et 2024, l'analyse du lien entre fiscalité et performance bancaire apparaît particulièrement pertinente.

Cette étude examine l'effet des charges fiscales sur la performance de Rawbank, en distinguant deux dimensions complémentaires : la rentabilité et la solidité financière. La rentabilité est appréhendée à travers le return on equity (ROE), le return on assets (ROA) et le produit net bancaire (PNB), tandis que la solidité financière est évaluée à partir des ratios prudentiels, notamment le capital adequacy ratio (CAR) et le Tier 1. L'objectif est de déterminer si la fiscalité constitue un facteur de contrainte susceptible d'éroder la performance ou si elle contribue, de manière indirecte, à renforcer la discipline financière et la capitalisation bancaire. L'analyse repose sur les états financiers audités couvrant la période 2020–2024 et mobilise une approche économétrique intégrant des variables de contrôle telles que l'inflation et le taux de change, afin de tenir compte du contexte macroéconomique congolais. Trois hypothèses structurent l'étude : l'existence d'un effet de la fiscalité sur la rentabilité, son influence sur la solidité financière, ainsi que le rôle des facteurs macroéconomiques dans cette relation.

Cette recherche apporte une contribution empirique originale à un champ encore peu exploré en Afrique centrale, en particulier en République Démocratique du Congo, où les analyses quantitatives du lien entre fiscalité et performance bancaire demeurent limitées. Elle s'inscrit dans le prolongement des travaux internationaux sur la fiscalité bancaire (Albertazzi & Gambacorta, 2010 ; Devereux et al., 2019 ; Johansson et al., 2008 ; Chiorazzo & Milani, 2011 ; Keen & de Mooij, 2012), tout en mettant en évidence les spécificités d'un contexte marqué par une forte volatilité macroéconomique et une structure bancaire concentrée. Cette étude constitue l'une des premières analyses empiriques centrées sur une banque systémique en République Démocratique du Congo, contribuant ainsi à combler un vide important dans la littérature sur la fiscalité bancaire en Afrique centrale. Au-delà de son apport académique, l'étude offre des implications utiles pour les décideurs publics, en soulignant l'importance d'un cadre fiscal équilibré, capable de concilier mobilisation des ressources et stabilité du système bancaire. L'article est structuré comme suit : après cette introduction, la première section présente la revue de la littérature théorique et empirique, la deuxième expose la méthodologie de l'étude, la troisième présente les résultats, la quatrième en discute les implications, et la dernière section propose une conclusion générale.

1. Revue de la littérature théorique et empirique

Cette section examine les fondements théoriques et les études empiriques sur la fiscalité bancaire et la performance financière. Elle met en évidence les apports majeurs, les résultats contrastés et les lacunes, afin de situer la contribution spécifique de cette recherche.

1.1. Cadre théorique

La fiscalité bancaire se définit comme l'ensemble des prélèvements obligatoires imposés aux institutions financières, incluant l'impôt sur les bénéfices, les taxes sectorielles et les contributions exceptionnelles liées aux conjonctures économiques (Demirgüç-Kunt & Huizinga, 2001). Dans les économies émergentes, cette fiscalité revêt une double mission : mobiliser des ressources publiques et réguler les comportements des banques face aux risques et à l'allocation du crédit (Keen & de Mooij, 2012). La question théorique centrale est de savoir si ces charges constituent une contrainte affaiblissant la rentabilité ou un instrument consolidant la stabilité du système financier. En effet, comme le rappellent Devereux, Johannesen et Vella (2019), la fiscalité influence la répartition de la charge fiscale globale et les stratégies adoptées par les établissements bancaires. La rentabilité, pour sa part, se mesure à travers des indicateurs clés tels que le ROE, qui évalue la rémunération des actionnaires, et le ROA, qui mesure la capacité de transformer les actifs en bénéfices nets. Le produit net bancaire (PNB), quant à lui, traduit la performance opérationnelle en intégrant l'ensemble des produits et charges d'exploitation (Albertazzi & Gambacorta, 2010). Ces indicateurs sont sensibles aux pressions fiscales mais aussi aux conditions macroéconomiques et aux choix de gestion (Dietrich & Wanzenried, 2011 ; Athanasoglou, Brissimis & Delis, 2008), ce qui en fait des outils d'analyse pertinents.

La solidité financière représente un autre pilier d'analyse, renvoyant à la capacité des banques à résister aux chocs et à préserver la stabilité du système. Elle est principalement évaluée à travers le ratio de solvabilité (CAR) et le Tier 1, en ligne avec les accords de Bâle II et III (Barth, Caprio & Levine, 2004). Ces indicateurs mesurent respectivement la proportion de fonds propres par rapport aux actifs pondérés et la qualité du capital de base, traduisant la robustesse des bilans. La littérature sur les crises bancaires (Laeven & Levine, 2009 ; Beck, Demirgüç-Kunt & Merrouche, 2013) a démontré que des ratios solides constituent un facteur de résilience face aux turbulences financières, surtout lorsque la fiscalité impacte directement la structure des fonds propres. Cependant, les théories divergent sur la manière dont la fiscalité interagit avec la performance : certains chercheurs estiment qu'une fiscalité lourde érode la rentabilité et limite l'investissement (Chiorazzo & Milani, 2011), tandis que d'autres considèrent qu'une fiscalité bien calibrée favorise la discipline, renforce la confiance des investisseurs et stabilise les revenus (Auerbach & Gorodnichenko, 2012 ; Johansson et al., 2008). La littérature récente (Klemm, 2013 ; Gambacorta & Shin, 2018) met même en avant l'idée que fiscalité et réglementation prudentielle peuvent se compléter dans la construction d'un secteur bancaire plus stable et moins exposé aux crises systémiques.

Pour expliquer ces dynamiques, plusieurs modèles de transmission des charges fiscales ont été développés. Le modèle du pass-through fiscal considère que les banques répercutent tout ou partie des impôts sur leur clientèle via des marges d'intérêt ou des commissions plus élevées (Demirgüç-Kunt & Huizinga, 2001). Le modèle du partage des coûts postule, au contraire, que les impôts réduisent directement les bénéfices distribuables et affaiblissent la capacité des banques à investir et à croître. Enfin, le modèle de la compensation réglementaire soutient que, lorsqu'elle est intégrée dans un cadre prudentiel cohérent, la fiscalité peut contribuer à renforcer la solidité en incitant à une meilleure capitalisation (Johansson et al., 2008). D'autres travaux (Poghosyan, 2010 ; Claessens, 2014) insistent sur l'importance de la structure de marché : la transmission dépend du degré de concurrence bancaire et de la capacité des établissements à ajuster leur politique tarifaire. Ces modèles montrent que la fiscalité bancaire agit à travers des mécanismes complexes qui ne peuvent être compris qu'en tenant compte à la fois des réalités internes des institutions et des dynamiques du système financier global. Dans le cas de la RDC, où la fiscalité constitue une ressource essentielle pour l'État mais peut fragiliser la capacité des banques à financer l'économie, l'analyse empirique de ces modèles est particulièrement pertinente.

1.2. Revue empirique internationale

L'étude de l'impact de la fiscalité sur la performance bancaire a suscité un intérêt croissant dans les pays développés comme dans les économies émergentes. Dans les pays industrialisés, les recherches se sont d'abord concentrées sur les liens entre taxation, rentabilité et solidité financière. Demirgüç-Kunt et Huizinga (2001), en analysant un échantillon de banques dans 80 pays, ont montré que la fiscalité réduit significativement la rentabilité nette, les banques ayant tendance à répercuter la charge fiscale sur leurs clients par une hausse des marges d'intérêt. Albertazzi et Gambacorta (2010), dans une étude portant sur les banques européennes, confirment que l'impôt sur les sociétés affecte négativement le ROE et le ROA, mais soulignent également que

l'intensité de cet effet varie selon les structures de marché. De leur côté, Chiorazzo et Milani (2011) trouvent, pour le cas italien, que les charges fiscales exercent une pression directe sur la rentabilité, tout en influençant la capacité des banques à investir dans les actifs productifs. Ces résultats sont cohérents avec ceux de Dietrich et Wanzenried (2011) sur la Suisse, qui observent que la fiscalité contribue à expliquer les écarts de performance entre banques domestiques et banques étrangères, particulièrement en période de crise financière.

Toutefois, la littérature issue des pays développés ne converge pas totalement. Johansson et al. (2008), dans un rapport de l'OCDE, estiment qu'une fiscalité bien calibrée peut soutenir la croissance économique et stabiliser les institutions bancaires en incitant à une meilleure capitalisation. Dans le même sens, Auerbach et Gorodnichenko (2012) suggèrent que les effets de la fiscalité dépendent du cycle économique : en période de récession, la fiscalité peut avoir un effet moins contraignant et favoriser la relance, tandis qu'en période d'expansion, elle pèse davantage sur la rentabilité. Klemm (2013) prolonge cette réflexion en montrant que les distorsions fiscales, lorsqu'elles sont intégrées dans un cadre réglementaire cohérent, peuvent limiter la prise de risque excessive et donc renforcer la stabilité bancaire. Gambacorta et Shin (2018) ajoutent que la fiscalité agit aussi comme un mécanisme indirect de politique macro prudentielle, en influençant le niveau de capitalisation des banques et leur capacité de résilience face aux chocs financiers. Ces travaux démontrent que, loin d'être un simple fardeau, la fiscalité peut jouer un rôle stabilisateur lorsqu'elle est articulée avec d'autres instruments de politique économique.

Dans les économies émergentes, les résultats empiriques révèlent à la fois des similitudes et des divergences par rapport aux pays industrialisés. Poghosyan (2010), en étudiant les marges d'intérêt dans plusieurs pays émergents, constate que les banques répercutent systématiquement les charges fiscales sur les clients, ce qui tend à réduire la compétitivité du crédit et à freiner la croissance du secteur privé. Claessens (2014), dans un rapport du FMI, souligne que dans les marchés émergents, la fiscalité joue un double rôle : elle contribue à mobiliser des recettes pour l'État, mais elle limite la capacité des banques à se conformer pleinement aux normes de Bâle, réduisant ainsi leur solidité financière. Par ailleurs, Beck, Demirgüç-Kunt et Merrouche (2013) montrent que les structures bancaires dans les pays émergents, souvent dominées par quelques grandes institutions, rendent la transmission des charges fiscales plus rigide et amplifient leurs effets négatifs sur la rentabilité. À l'inverse, certaines recherches, comme celles de Djinkpo (2019) sur la Gambie, révèlent que lorsque la fiscalité s'accompagne d'investissements publics efficaces et de réformes prudentielles, elle peut favoriser la confiance dans le système bancaire et améliorer la stabilité financière.

En somme, les travaux empiriques internationaux mettent en évidence deux tendances principales. D'une part, une large partie de la littérature converge pour souligner que la fiscalité pèse sur la rentabilité bancaire en réduisant le ROE, le ROA et le PNB, tout en contraignant la capacité d'investissement. D'autre part, plusieurs études nuancent cette conclusion en insistant sur le rôle stabilisateur de la fiscalité lorsqu'elle est intégrée dans un cadre réglementaire cohérent et articulée avec les cycles économiques. Ces divergences traduisent la complexité du lien fiscalité-performance bancaire et soulignent la nécessité d'analyser ce rapport dans chaque contexte national, en tenant compte des spécificités institutionnelles, macroéconomiques et prudentielles.

1.3. Revue empirique en Afrique et en RDC

L'analyse de la fiscalité bancaire en Afrique subsaharienne s'est intensifiée depuis les réformes financières des années 1990, lorsque la libéralisation et l'intégration des normes prudentielles internationales ont exposé les systèmes bancaires à de nouvelles contraintes. Plusieurs travaux soulignent que la fiscalité constitue à la fois un levier de mobilisation de ressources pour les États et une contrainte susceptible de fragiliser la rentabilité et l'efficacité des banques. En Afrique du Sud, Maredza et Ikhede (2013) montrent que la pression fiscale, combinée aux coûts d'exploitation élevés et aux séquelles de la crise financière mondiale, a réduit l'efficacité et la productivité du système bancaire, affectant en particulier les banques de taille intermédiaire. De même, Kanga et N'Guessan (2015), en analysant les banques de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), démontrent que la fiscalité affecte négativement les indicateurs de rentabilité comme le ROE et le ROA, même si certaines institutions compensent ces effets par une diversification accrue de leurs produits financiers. Au Nigeria, Obamuyi (2013) met en évidence que la combinaison de la fiscalité et de la volatilité macroéconomique exerce une pression sur la profitabilité bancaire et entraîne une contraction du crédit au secteur privé, réduisant ainsi la capacité des banques à jouer pleinement leur rôle de financement de l'économie. Dans le cas de la Gambie, Djinkpo (2019) nuance cette tendance en soulignant que la fiscalité,

lorsqu'elle s'accompagne de réformes cohérentes et de politiques publiques crédibles, peut contribuer à renforcer la confiance des agents et la stabilité du secteur bancaire.

Ces constats africains trouvent un écho en RDC, même si la littérature locale demeure encore limitée. Barhangana (2006), dans une analyse de la politique budgétaire, montre que son inefficacité chronique provenait en partie de la structure des dépenses publiques, mais il n'examine pas directement la fiscalité bancaire. Tavulyandanda (2015), sur la période de croissance 2001–2015, aboutit à des résultats similaires, soulignant que la politique budgétaire n'a pas toujours stimulé la demande intérieure. Diwambuena et Boketsu (2019), à travers une analyse par modèles SVAR et TVC-SV couvrant 1980–2017, observent des résultats ambigus : la politique budgétaire peut être efficace dans certaines périodes, mais son impact reste limité sur l'investissement privé, ce qui reflète aussi la faiblesse du système financier. Tsasa (2018), quant à lui, insiste sur la part des dépenses militaires dans le budget congolais et leurs implications sur la croissance, confirmant que les priorités budgétaires réduisent l'efficacité de la fiscalité comme instrument de développement économique. Aucun de ces travaux n'aborde directement l'incidence des charges fiscales sur les performances micro-financières des banques congolaises.

Une lacune majeure s'impose ainsi dans la recherche : aucune étude n'a spécifiquement examiné le cas de Rawbank, première banque congolaise en termes de part de marché et de total bilan, sur la période récente de 2020–2024. Pourtant, cette institution représente un acteur stratégique dont la rentabilité (ROE, ROA, PNB) et la solidité financière (CAR, Tier 1) sont directement concernées par la pression fiscale. L'absence de recherches ciblées sur Rawbank empêche de comprendre pleinement les interactions entre fiscalité et performance bancaire dans le contexte congolais actuel. C'est cette lacune que le présent travail se propose de combler, en apportant une contribution empirique originale à la littérature africaine et congolaise sur la fiscalité et la performance bancaire.

1.4. Modèle théorique

Le cadre conceptuel de cette étude repose sur une modélisation des relations entre les charges fiscales, les variables macroéconomiques et la performance bancaire. Comme illustré dans la figure ci-dessous, les charges fiscales constituent la variable explicative principale, tandis que l'inflation et le taux de change sont introduits comme variables de contrôle afin de capter l'influence de l'environnement macroéconomique. La performance bancaire est appréhendée selon deux dimensions complémentaires : la rentabilité, mesurée par le ROE, le ROA et le produit net bancaire (PNB), et la solidité financière, évaluée à partir du ratio de solvabilité (CAR) et des fonds propres de base (Tier 1). Cette distinction permet de mieux analyser les effets différenciés de la fiscalité sur les différentes composantes de la performance.

Le modèle retenu suppose que les charges fiscales influencent directement les indicateurs de performance, tandis que les variables macroéconomiques exercent un effet modérateur en affectant simultanément la rentabilité et la solidité financière. Afin de refléter cette réalité, plusieurs modèles économétriques sont estimés séparément pour chaque indicateur, conformément à la spécification suivante :

$$Y_t = \beta_0 + \beta_1 Fiscalité_t + \beta_2 Inflation_t + \beta_3 tauxChange_t + \varepsilon_t,$$

Les indicateurs de performance bancaire sont estimés de manière distincte, ce qui permet d'éviter toute confusion entre les dimensions analysées et d'améliorer la précision des estimations.

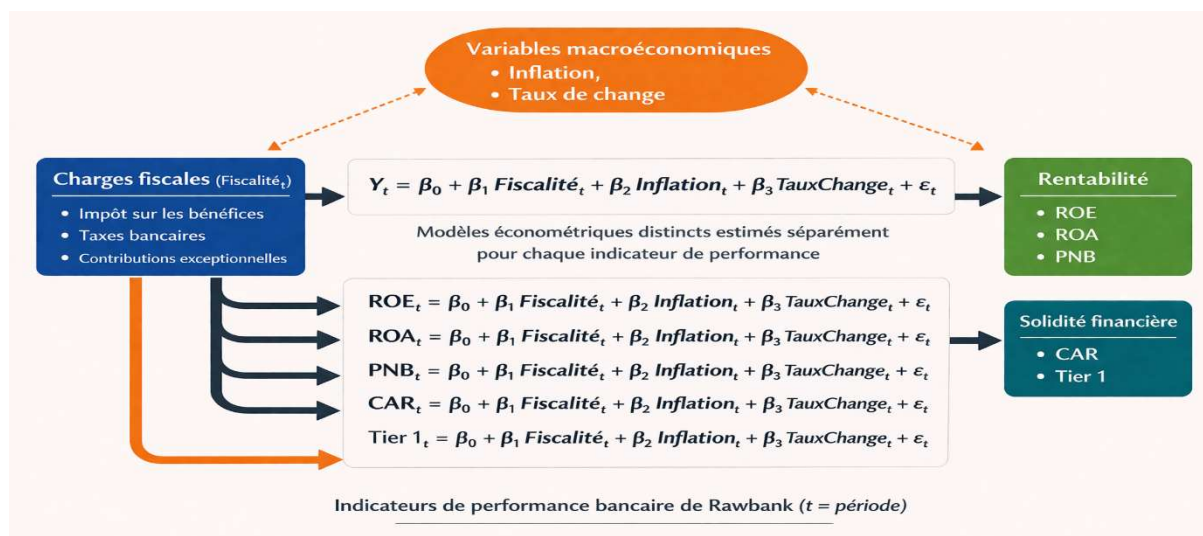


Figure 1. Modèle conceptuel

Ainsi, le schéma présenté met en évidence la structure du modèle empirique, en montrant clairement les relations entre les variables explicatives et les variables dépendantes. Il constitue une base analytique cohérente pour examiner l'impact de la fiscalité sur la performance bancaire dans le contexte spécifique de la République Démocratique du Congo, tout en intégrant les contraintes macroéconomiques susceptibles d'influencer les résultats.

2. Méthodologie de l'étude

Cette étude adopte une approche quantitative inscrite dans un cadre hypothético-déductif, visant à analyser empiriquement l'effet des charges fiscales sur la performance bancaire. Elle repose sur une analyse longitudinale couvrant la période 2020–2024, caractérisée par des transformations importantes du secteur bancaire congolais et des perturbations macroéconomiques liées notamment à la pandémie de COVID-19. Les données mobilisées sont de nature secondaire et proviennent des états financiers publiés par Rawbank, complétés par les rapports annuels de la Banque Centrale du Congo (BCC, 2023). Ces sources, établies conformément aux normes IFRS et auditées de manière indépendante, garantissent la fiabilité des informations utilisées. Le choix de Rawbank se justifie par son rôle systémique et sa position dominante dans le financement de l'économie congolaise, ce qui en fait un cas d'étude pertinent pour analyser les interactions entre fiscalité et performance bancaire. Cette étude s'inscrit ainsi dans une approche de type étude de cas (case study), privilégiant la profondeur analytique à la généralisation statistique.

Les variables sont structurées autour de trois dimensions. Les variables dépendantes capturent la performance bancaire selon deux axes complémentaires. La rentabilité est mesurée par le return on equity (ROE), le return on assets (ROA) et le produit net bancaire (PNB), indicateurs classiques de la performance financière (Albertazzi & Gambacorta, 2010). La solidité financière est appréhendée à travers le capital adequacy ratio (CAR) et le Tier 1, en lien avec les exigences prudentielles internationales (Barth, Caprio & Levine, 2004 ; Laeven & Levine, 2009). La variable explicative principale correspond aux charges fiscales agrégées, incluant l'impôt sur les bénéfices, les taxes bancaires et les contributions exceptionnelles. Les variables de contrôle intègrent l'inflation et le taux de change, afin de tenir compte de l'environnement macroéconomique (Demirgüç-Kunt & Huizinga, 2001 ; Chiorazzo & Milani, 2011). L'ensemble des données est traité comme une série temporelle et analysé à l'aide du logiciel SPSS (Field, 2018). Compte tenu de la taille limitée de l'échantillon ($n = 5$), l'utilisation des moindres carrés ordinaires (MCO) s'inscrit dans une démarche exploratoire appropriée, permettant d'identifier les relations fondamentales entre les variables tout en conservant une interprétation prudente des résultats.

L'analyse empirique s'articule en trois étapes. La première consiste en une analyse descriptive visant à identifier les tendances des charges fiscales et des indicateurs de performance sur la période étudiée. La deuxième repose sur l'estimation de modèles économétriques par les moindres carrés ordinaires, selon la spécification suivante :

$$Y_t = \beta_0 + \beta_1 Fiscalité_t + \beta_2 Inflation_t + \beta_3 tauxChange_t + \varepsilon_t,$$

Où Y_t représente successivement les différents indicateurs de performance bancaire, à savoir le ROE, le ROA, le PNB, le CAR et le Tier 1, estimés séparément. La variable $Fiscalité_t$ désigne les charges fiscales agrégées, $Inflation_t$ correspond au taux d'inflation et $tauxChange_t$ au taux de change. Cette spécification permet d'estimer séparément l'effet marginal de la fiscalité sur chaque dimension de la performance. La troisième étape consiste à vérifier la robustesse des résultats à travers plusieurs tests statistiques, notamment le test de Durbin–Watson pour l'autocorrélation, le test de White pour l'hétéroscédasticité et le facteur d'inflation de variance (VIF) pour la multicollinéarité. Des analyses complémentaires par sous-périodes (2020–2021 et 2022–2024) sont également réalisées afin d'identifier d'éventuelles évolutions structurelles. Cette démarche garantit la fiabilité des estimations et permet d'apporter une évaluation rigoureuse de la relation entre fiscalité et performance bancaire.

3. Résultats

Cette section présente les résultats de l'étude en trois étapes : l'analyse descriptive des indicateurs et charges fiscales, l'estimation économétrique de leurs impacts sur la rentabilité et la solidité bancaire, et enfin les tests statistiques et de robustesse pour valider les conclusions.

3.1. Analyse descriptive

Cette section explore l'évolution des indicateurs de performance, de solidité prudentielle, des charges fiscales et des variables macroéconomiques de Rawbank entre 2020 et 2024. L'objectif est de mettre en évidence les dynamiques contrastées façonnant sa rentabilité et sa résilience institutionnelle.

Tableau 1. Évolution des indicateurs de performance bancaire, prudentiels, fiscaux et macroéconomiques de Rawbank (2020–2024)

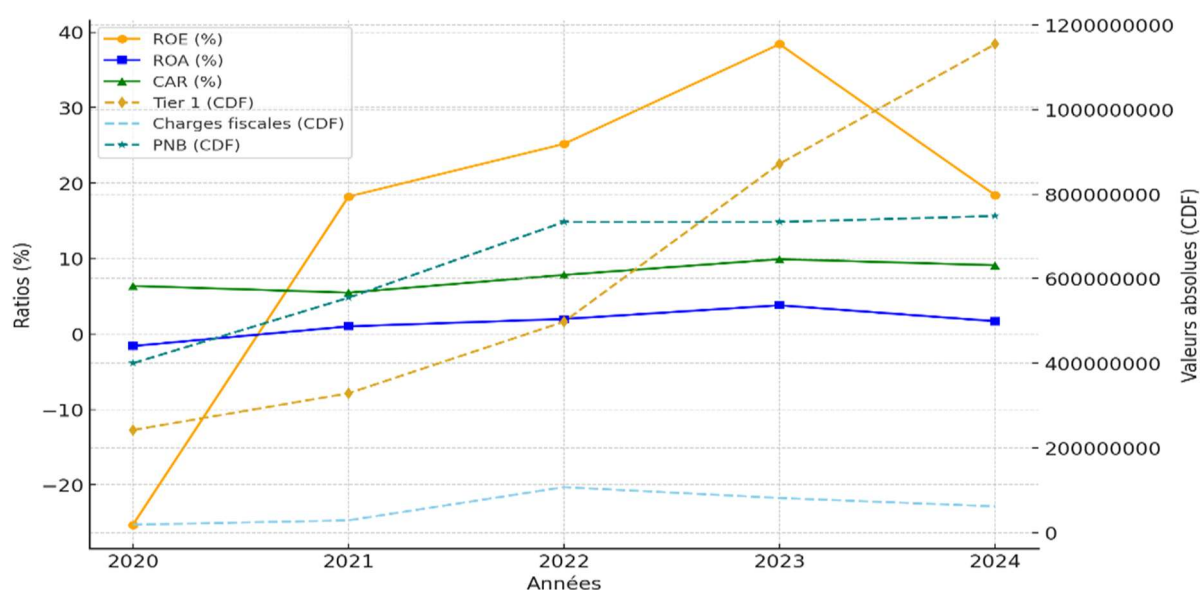
Indicateurs	2020	2021	2022	2023	2024
ROE	–25,3 %	18,20%	25,18%	38,4%	18,4%
ROA	–1,61 %	0,99%	1,97%	3,79%	1,68%
PNB	400 084 548	554 868 454	734 024 600	734 024 600	748 037 594
CAR	6,36%	5,46%	7,81%	9,9%	9,1%
Tier 1	242 108 633	329 009 787	498 283 029	871 616 386	1 154 256 289
Charges fiscales	18 331 540	28 656 615	107 198 353	81 535 757	61 786 156
Inflation	15,76 %	5,3 %	13,1 %	19,9 %	12,8 %
Taux de change	1 970 CDF/USD	1 950 CDF/USD	2 030 CDF/USD	2 462,52 CDF/USD	2 870 CDF/USD

Source : Rawbank (2021–2025), Banque Centrale du Congo (2023), traitement et représentation graphique de l'auteur.

Le tableau 1 montre une dynamique contrastée de la performance et de la solidité de Rawbank entre 2020 et 2024. La rentabilité (ROE et ROA) a fortement fluctué, passant d'une situation déficitaire en 2020 (ROE –25,3 % ; ROA –1,61 %) à une amélioration remarquable en 2023 (ROE 38,4 % ; ROA 3,79 %), avant de reculer en 2024. Cette évolution est intimement liée à la volatilité des charges fiscales, dont le niveau a atteint un pic exceptionnel en 2022 (107,2 milliards CDF), réduisant mécaniquement les

marges bénéficiaires, avant de refluer en 2024 (61,8 milliards CDF). Du côté prudentiel, les ratios de solvabilité (CAR) et de fonds propres de base (Tier 1) témoignent d'un renforcement progressif. Le CAR est passé de 6,36 % en 2020 à 9,1 % en 2024, indiquant une meilleure capacité d'absorption des risques, tandis que le Tier 1 a été multiplié par près de cinq sur la période (242 milliards CDF en 2020 contre 1 154 milliards CDF en 2024), confirmant un processus de recapitalisation soutenu. Ces tendances doivent également être interprétées à la lumière du contexte macroéconomique. L'inflation a connu de fortes variations, avec un niveau particulièrement élevé en 2023 (19,9 %), exerçant une pression sur le coût des opérations bancaires. De même, la dépréciation du franc congolais, passé de 1 970 CDF/USD en 2020 à 2 870 CDF/USD en 2024, a contribué à alourdir les charges en devises et à influencer la compétitivité.

Graphique 1. Tendances des indicateurs de performance, de solidité et des charges fiscales de Rawbank (2020–2024)



Source : Rawbank (2021–2025), Banque Centrale du Congo (2023), traitement et représentation graphique de l'auteur.

Le graphique 1 illustre visuellement ces dynamiques, mettant en évidence la corrélation entre fiscalité, rentabilité et solidité financière. On observe clairement que les pics de charges fiscales (2022) coïncident avec des tensions sur la rentabilité, alors que l'amélioration progressive du CAR et du Tier 1 traduit un effort structurel de renforcement des fonds propres. L'ensemble confirme que, malgré une fiscalité parfois lourde, Rawbank a pu améliorer sa résilience, mais au prix d'une forte variabilité de sa performance nette.

3.2. Résultats des régressions économétriques

Cette section présente les estimations issues du modèle économétrique. Elle décrit d'abord la spécification retenue et les variables intégrées, puis expose les coefficients obtenus afin d'analyser l'effet fiscal et macroéconomique sur la performance bancaire.

3.2.1. Présentation du modèle et des variables

Le modèle économétrique est estimé par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), largement utilisée en finance empirique pour analyser les relations entre variables économiques (Wooldridge, 2016). Il spécifie la performance bancaire comme fonction des charges fiscales et de variables de contrôle macroéconomiques. Afin d'éviter toute ambiguïté liée à la multiplicité des indicateurs de performance, des modèles distincts sont estimés pour chaque variable dépendante. La spécification générale retenue est la suivante :

$$Y_t = \beta_0 + \beta_1 \text{Fiscalité}_t + \beta_2 \text{Inflation}_t + \beta_3 \text{tauxChange}_t + \varepsilon_t.$$

La variable dépendante Y_t représente successivement les différents indicateurs de performance bancaire, à savoir le ROE, le ROA, le PNB, le CAR et le Tier 1, estimés séparément à travers des régressions distinctes. La variable $Fiscalité_t + \beta_2$ correspond aux charges fiscales agrégées (impôt sur les bénéfices, taxes bancaires et contributions exceptionnelles), $Inflation_t$ désigne le taux d'inflation, $TauxChange_t$ le taux de change, tandis que ε_t représente le terme d'erreur.

La rentabilité est mesurée par le ROE, le ROA et le produit net bancaire (PNB), tandis que la solidité financière est appréhendée à travers le ratio de solvabilité (CAR) et les fonds propres de base (Tier 1), conformément aux standards de la littérature (Albertazzi & Gambacorta, 2010 ; Barth, Caprio & Levine, 2004). L'introduction des variables macroéconomiques permet de contrôler les effets liés au contexte congolais, caractérisé par une forte volatilité de l'inflation et du taux de change (Beck, Maimbo, Faye & Triki, 2011).

Tableau 2. Présentation des résultats principaux (Coefficients β)

Variables	ROE	ROA	PNB	CAR	Tier 1
Fiscalité	4,97E-7 (0,000)	3,6947E-8 (0,000)	3,369(0,794)	1,846E-8 (0,000)	2,154(0,0916)
Inflation	-1,42 (2,94)	-0,029 (0,0239)	-7,51E+6 (5,58E+6)	0,140(0,052)	-2,89E+6 (6,44E+6)
Taux de change	0,017 (0,038)	0,002(0,003)	1,94E+5 (7,20E+4)*	0,003(0,001)	8,94E+5 (8,31E+4)***

Source : Rawbank (2021–2025), Banque Centrale du Congo (2023), estimations économétriques de l'auteur (SPSS).

*Note : Les erreurs standards sont indiquées entre parenthèses. *, **, *** indiquent respectivement les seuils de significativité de 10 %, 5 % et 1 %.*

L'analyse des résultats économétriques met en évidence des relations différenciées entre les charges fiscales, les variables macroéconomiques et la performance de Rawbank sur la période 2020–2024. Les charges fiscales présentent un effet positif sur les indicateurs de rentabilité, avec des coefficients de 4,97E-7 pour le ROE et de 3,6947E-8 pour le ROA, bien que ces effets ne soient pas statistiquement significatifs. Ce résultat suggère que la fiscalité n'a pas constitué un facteur contraignant majeur, ce qui peut s'expliquer par la capacité d'adaptation de la banque, notamment à travers des ajustements internes ou une répercussion partielle des coûts sur la clientèle.

En revanche, l'impact des charges fiscales apparaît plus marqué sur les indicateurs de solidité financière. Les coefficients associés au CAR (1,846E-8) et au Tier 1 (2,154) indiquent que la fiscalité peut contribuer à la consolidation des fonds propres et au renforcement de la résilience structurelle de l'institution.

S'agissant des variables macroéconomiques, l'inflation exerce globalement un effet négatif sur la rentabilité, avec des coefficients de (-1,42) pour le ROE et (-0,029) pour le ROA, ainsi qu'un impact défavorable sur le produit net bancaire (-7,51E+6), traduisant une érosion des marges en termes réels. Toutefois, son effet légèrement positif sur le CAR (0,140) suggère un ajustement prudentiel face aux conditions économiques défavorables.

À l'inverse, le taux de change présente des effets positifs, en particulier sur le produit net bancaire (1,94E+5) et les fonds propres de base (8,94E+5), avec un niveau de significativité élevé pour le Tier 1 (***). Ces résultats indiquent que la dépréciation du taux de change peut, dans ce contexte, renforcer certains indicateurs de performance, notamment via des effets de valorisation ou des opérations en devises.

Dans l'ensemble, ces résultats confirment que la fiscalité, combinée aux facteurs macroéconomiques, exerce une influence différenciée sur la performance bancaire. Si son impact sur la rentabilité demeure limité, son rôle dans le renforcement de la solidité financière apparaît plus significatif, soulignant la complexité des interactions entre politiques fiscales et stabilité du système bancaire.

3.3. Tests robustesse et validité

Cette section est consacrée à l'évaluation de la robustesse et de la validité du modèle économétrique, à travers une série de tests statistiques permettant de vérifier la fiabilité des résultats obtenus et la cohérence des relations estimées.

Tableau 3. Tests de robustesse et de validité du modèle

Test/Indicateur	Résultats	Interprétation
Multicolinéarité (VIF)	Tax = 1,184 ; Inflation = 1,229 ; Taux de change = 1,161	Absence de multicolinéarité ; coefficients stables et fiables (Field, 2018)
Autocorrélation (Durbin–Watson)	3,263	Autocorrélation négative modérée ; limite méthodologique à considérer
Analyse par sous-périodes (2020– 2021)	Effet négatif du taux de change sur ROE, ROA, PNB, Tier 1 ; effet positif sur CAR	Sensibilité initiale aux fluctuations macroéconomiques
Analyse par sous-périodes (2022– 2024)	Effet positif du taux de change sur PNB, CAR, Tier 1	Amélioration de la performance liée à l'adaptation structurelle
Rôle de l'inflation (2022–2024)	Effet positif sur CAR et capitaux propres ; effet négatif sur PNB	Variable déterminante influençant différemment les dimensions de performance
Conclusion globale	Résultats robustes avec ajustements structurels dans le temps	Capacité d'adaptation et résilience accrue du système bancaire

Source : Estimations de l'auteur à partir des données Rawbank (2021–2025) et Banque Centrale du Congo (2023), via SPSS.

L'évaluation de la robustesse du modèle repose sur plusieurs tests statistiques, dont les résultats sont présentés dans le tableau 3. Les facteurs d'inflation de variance (VIF) sont inférieurs aux seuils critiques pour l'ensemble des variables explicatives (Tax = 1,184 ; Inflation = 1,229 ; Taux de change = 1,161), ce qui confirme l'absence de multicolinéarité et la stabilité des coefficients estimés, conformément aux recommandations méthodologiques (Field, 2018).

La statistique de Durbin–Watson (3,263) indique la présence d'une autocorrélation négative modérée des résidus. Bien que cette situation constitue une limite méthodologique, elle ne remet pas en cause la validité globale du modèle, mais invite à une interprétation prudente des résultats.

Par ailleurs, l'analyse par sous-périodes met en évidence une évolution des relations estimées. Sur la période 2020–2021, le taux de change exerce un effet globalement négatif sur les indicateurs de rentabilité et certains indicateurs de solidité, traduisant une sensibilité accrue aux chocs macroéconomiques. En revanche, sur la période 2022–2024, son effet devient positif, notamment sur le produit net bancaire, le ratio de solvabilité et les fonds propres de base, ce qui reflète une capacité d'adaptation progressive de la banque.

De même, l'inflation apparaît comme un facteur aux effets différenciés : elle contribue à renforcer certains indicateurs prudentiels, tout en exerçant une pression négative sur la performance opérationnelle. Dans l'ensemble, ces résultats confirment la robustesse du modèle et mettent en évidence des ajustements structurels dans le temps, traduisant une résilience accrue du système bancaire face aux contraintes macroéconomiques.

4. Discussion des résultats

Cette section interprète les résultats empiriques à la lumière des hypothèses de recherche, des fondements théoriques et des spécificités du contexte congolais, tout en tenant compte de la robustesse statistique du modèle estimé.

Les résultats mettent en évidence des relations différenciées entre la fiscalité, les variables macroéconomiques et la performance de Rawbank sur la période 2020–2024. Concernant l'hypothèse H1, qui postule un effet négatif de la fiscalité sur la rentabilité, les estimations révèlent une relation positive entre les charges fiscales et les indicateurs de rentabilité (ROE et ROA), mais non significative. Ce résultat conduit à rejeter H1 et suggère que la fiscalité ne constitue pas un déterminant robuste de la rentabilité dans le contexte étudié. Cette faible sensibilité peut s'expliquer par la capacité d'adaptation de la banque, notamment à travers des mécanismes d'ajustement tels que la répercussion partielle des charges fiscales sur la clientèle ou l'optimisation de la gestion interne, comme le soulignent Demirgüç-Kunt et Huizinga (2001). Elle reflète également les caractéristiques structurelles du système bancaire congolais, marqué par une forte concentration, permettant aux institutions dominantes d'absorber les pressions fiscales sans détérioration significative de leurs performances.

S'agissant de l'hypothèse H2, relative à l'effet de la fiscalité sur la solidité financière, les résultats indiquent une relation positive entre les charges fiscales et les indicateurs prudentiels (CAR et Tier 1), avec une significativité partielle, notamment pour le Tier 1. Cette hypothèse est ainsi partiellement validée. Ces résultats suggèrent que la fiscalité peut contribuer, de manière indirecte, à la consolidation des fonds propres et au renforcement de la discipline financière. Cette interprétation est cohérente avec les travaux de Barth, Caprio et Levine (2004) et de Laeven et Levine (2009), qui mettent en évidence le rôle des exigences prudentielles dans la résilience bancaire. Elle s'inscrit également dans la logique du modèle de compensation réglementaire, selon lequel la fiscalité, lorsqu'elle est intégrée dans un cadre institutionnel cohérent, peut encourager une meilleure capitalisation.

Concernant l'hypothèse H3, les résultats confirment le rôle déterminant des variables macroéconomiques. L'inflation exerce un effet négatif sur la rentabilité et le produit net bancaire, traduisant une érosion des marges réelles, conformément aux analyses d'Albertazzi et Gambacorta (2010) et de Dietrich et Wanzenried (2011). En revanche, son effet légèrement positif sur le ratio de solvabilité suggère un ajustement prudentiel face aux conditions économiques défavorables. À l'inverse, le taux de change apparaît comme un facteur favorable, avec un effet positif et significatif sur certains indicateurs, notamment le produit net bancaire et les fonds propres de base. Ces résultats valident H3 et confirment que les conditions macroéconomiques influencent fortement les mécanismes de transmission des effets fiscaux.

La confrontation avec l'analyse descriptive permet d'affiner l'interprétation. Bien que l'effet de la fiscalité sur la rentabilité ne soit pas significatif dans le modèle économétrique, les données descriptives révèlent une sensibilité ponctuelle, notamment en 2022, où un niveau élevé de charges fiscales coïncide avec une pression sur les marges. Cette divergence souligne l'importance de distinguer les effets structurels, capturés par les estimations économétriques, des effets conjoncturels liés à des chocs spécifiques.

Dans l'ensemble, les résultats mettent en évidence le caractère ambivalent de la fiscalité bancaire. Si son impact direct sur la rentabilité apparaît limité, elle contribue, de manière indirecte, au renforcement de la solidité financière à travers des mécanismes de discipline et de capitalisation. Ces conclusions rejoignent les travaux de Johansson et al. (2008) et de Klemm (2013), qui considèrent la fiscalité comme un instrument à la fois contraignant et stabilisateur.

Enfin, les tests de robustesse confirment la fiabilité globale des estimations. L'absence de multicollinéarité et la stabilité des coefficients renforcent la validité du modèle, tandis que l'autocorrélation négative modérée des résidus constitue une limite qui n'altère pas la cohérence d'ensemble, mais invite à une interprétation prudente des résultats.

Conclusion

Ce papier a analysé l'impact des charges fiscales sur la performance bancaire en prenant Rawbank comme cas d'étude sur la période 2020–2024, dans le contexte macroéconomique de la République Démocratique du Congo. En combinant une analyse descriptive et une approche économétrique fondée sur les moindres carrés ordinaires, elle met en évidence la complexité des relations entre fiscalité, rentabilité et solidité financière dans une économie émergente caractérisée par une forte volatilité.

Les résultats montrent que la fiscalité n'exerce pas d'effet statistiquement significatif sur la rentabilité, mesurée par le return on equity (ROE) et le return on assets (ROA). Malgré des coefficients positifs, l'absence de significativité suggère que la pression fiscale ne constitue pas un déterminant robuste de la performance financière dans le contexte étudié. Cette relative neutralité s'explique notamment par la capacité d'adaptation de la banque, à travers des ajustements internes et une possible répercussion partielle des charges fiscales. Toutefois, les analyses descriptives révèlent que des variations importantes des prélèvements fiscaux peuvent générer des effets conjoncturels sur la rentabilité, soulignant l'importance de distinguer les dynamiques structurelles des fluctuations ponctuelles.

En revanche, la fiscalité présente une relation positive, bien que partiellement significative, avec la solidité financière, en particulier en ce qui concerne les fonds propres de base (Tier 1). Ce résultat suggère qu'elle peut contribuer indirectement à la discipline financière et à la consolidation du capital, en cohérence avec les approches théoriques mettant en évidence la complémentarité entre fiscalité et régulation prudentielle. Par ailleurs, les variables macroéconomiques apparaissent comme des déterminants majeurs de la performance bancaire : l'inflation exerce un effet négatif sur la rentabilité et le produit net bancaire, tandis que le taux de change influence positivement certains indicateurs, notamment les fonds propres, avec des effets statistiquement significatifs. Ces résultats confirment que la performance bancaire est étroitement liée à l'environnement macroéconomique, en particulier dans un contexte marqué par l'instabilité et la dollarisation.

Dans l'ensemble, cette recherche contribue à la littérature empirique encore limitée en Afrique centrale en montrant que la fiscalité bancaire ne constitue pas uniquement une contrainte, mais s'inscrit dans un ensemble d'interactions complexes avec les conditions macroéconomiques et les stratégies de gestion interne. Sur le plan des politiques publiques, elle souligne la nécessité d'un cadre fiscal équilibré et prévisible, capable de concilier mobilisation des ressources et stabilité du système bancaire. Néanmoins, certaines limites doivent être prises en compte, notamment l'analyse centrée sur un seul établissement et la présence d'une autocorrélation modérée des résidus. Des travaux futurs pourraient élargir le champ d'étude à plusieurs banques, intégrer des variables institutionnelles et mobiliser des modèles économétriques dynamiques afin d'approfondir l'analyse des mécanismes en jeu.

Références

- [1]. Albertazzi, U., & Gambacorta, L. (2010). Bank profitability and taxation. *Journal of Banking & Finance*, 34(11), 2801–2810. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2010.06.003>
- [2]. Athanasoglou, P. P., Brissimis, S. N., & Delis, M. D. (2008). Bank-specific, industry-specific and macroeconomic determinants of bank profitability. *Journal of International Financial Markets, Institutions and Money*, 18(2), 121–136. <https://doi.org/10.1016/j.intfin.2006.07.001>
- [3]. Auerbach, A. J., & Gorodnichenko, Y. (2012). Fiscal multipliers in recession and expansion. In A. Alesina & F. Giavazzi (Eds.), *Fiscal policy after the financial crisis* (pp. 63–98). University of Chicago Press.
- [4]. Banque Centrale du Congo (BCC). (2023). *Rapport annuel 2022*. Kinshasa : BCC.
- [5]. Rawbank. (2021). *Rapport annuel 2020*. Kinshasa : Rawbank.
- [6]. Rawbank. (2022). *Rapport annuel 2021*. Kinshasa : Rawbank.
- [7]. Rawbank. (2023). *Rapport annuel 2022*. Kinshasa : Rawbank.
- [8]. Rawbank. (2024). *Rapport annuel 2023*. Kinshasa : Rawbank.

- [9]. Rawbank. (2025). *Rapport annuel 2024*. Kinshasa : Rawbank.
- [10]. Barth, J. R., Caprio, G., & Levine, R. (2004). Bank regulation and supervision : What works best? *Journal of Financial Intermediation*, 13(2), 205–248. <https://doi.org/10.1016/j.jfi.2003.06.002>
- [11]. Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Merrouche, O. (2013). Islamic vs. conventional banking : Business model, efficiency and stability. *Journal of Banking & Finance*, 37(2), 433–447. <https://doi.org/10.1016/j.jbankfin.2012.09.016>
- [12]. Chiorazzo, V., & Milani, C. (2011). Taxation and bank profitability: Evidence from Italy. *Economic Notes*, 40(1–2), 29–49. <https://doi.org/10.1111/j.1468-0300.2011.00240.x>
- [13]. Claessens, S. (2014). *An overview of macroprudential policy tools*. IMF Working Paper 14/214. <https://doi.org/10.5089/9781498304211.001>
- [14]. Claessens, S., & van Horen, N. (2014). Foreign banks: Trends, impact and financial stability. *Journal of Financial Stability*, 14, 15–29.
- [15]. Demirgüç-Kunt, A., & Huizinga, H. (2001). *The taxation of domestic and foreign banking*. *Journal of Public Economics*, 79(3), 429–453. [https://doi.org/10.1016/S0047-2727\(99\)00120-2](https://doi.org/10.1016/S0047-2727(99)00120-2)
- [16]. Devereux, M. P., Johannesen, N., & Vella, J. (2019). *Taxing profit in a global economy*. Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oso/9780198841355.001.0001>
- [17]. Dietrich, A., & Wanzenried, G. (2011). Determinants of bank profitability before and during the crisis: Evidence from Switzerland. *Journal of International Financial Markets, Institutions and Money*, 21(3), 307–327. <https://doi.org/10.1016/j.intfin.2010.11.002>
- [18]. Djinkpo, A. (2019). Fiscal policy and banking sector performance: Evidence from the Gambia. *African Journal of Economic Policy*, 26(2), 101–120.
- [19]. Field, A. (2018). *Discovering statistics using IBM SPSS Statistics* (5th ed.). Sage Publications.
- [20]. Gambacorta, L., & Shin, H. S. (2018). Why bank capital matters for monetary policy. *Journal of Financial Intermediation*, 35, 17–29. <https://doi.org/10.1016/j.jfi.2017.04.001>
- [21]. Johansson, Å., Heady, C., Arnold, J., Brys, B., & Vartia, L. (2008). *Taxation and economic growth* (OECD Economics Department Working Papers, No. 620). OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/241216205486>
- [22]. Kanga, A., & N'Guessan, D. (2015). Taxation, profitability and efficiency of banks in WAEMU countries. *African Development Review*, 27(3), 199–210. <https://doi.org/10.1111/1467-8268.12150>
- [23]. Keen, M., & de Mooij, R. (2012). *Fiscal devaluation and fiscal consolidation: The VAT in troubled times*. IMF Working Paper 12/85. International Monetary Fund. <https://doi.org/10.5089/9781475503451.001>
- [24]. Klemm, A. (2013). *Tax distortions and the financial crisis*. IMF Working Paper 13/233. <https://doi.org/10.5089/9781484314195.001>
- [25]. Laeven, L., & Levine, R. (2009). Bank governance, regulation and risk taking. *Journal of Financial Economics*, 93(2), 259–275. <https://doi.org/10.1016/j.jfineco.2008.09.003>
- [26]. Poghosyan, T. (2010). Re-examining the impact of foreign bank participation on interest margins in emerging markets. *Emerging Markets Review*, 11(4), 390–403. <https://doi.org/10.1016/j.ememar.2010.07.001>
- [27]. Wooldridge, J. M. (2016). *Introductory econometrics : A modern approach* (6th ed.). Boston, MA: Cengage Learning